

## Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

### Marché S292025

- Maîtrise d'œuvre dans le cadre d'études d'aménagements extérieurs paysagers et urbains sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort -

Cahier des Clauses Administratives Particulières

# Sommaire

<b>1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1.2 OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.3 LIEU D'EXECUTION .....	4
1.4 ÉLÉMENTS DE MISSION .....	4
1.5 PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
1.6 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	5
1.7 INTERVENANTS .....	5
1.8 REPRÉSENTATION DES PARTIES .....	6
<b>2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1 DÉCOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHÉ .....	6
2.2 NATURE DE LA PRESTATION .....	7
<b>3 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
3.1 DURÉE DU MARCHÉ .....	7
3.2 DÉLAIS D'EXECUTION .....	7
3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES .....	11
3.4 CALENDRIER DÉTAILLÉ D'EXECUTION.....	11
3.5 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXECUTION : .....	11
<b>4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>11</b>
4.1 PRIX DU MARCHÉ .....	11
4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT .....	13
<b>5 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>16</b>
5.1 MODIFICATIONS DE FAIBLE MONTANT INITIÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE .....	16
5.2 MODIFICATIONS IMPOSANT UN RENDEZ-VOUS AUX PARTIES .....	16
5.3 MODIFICATIONS PRÉVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN.....	17
5.4 SUIVI ET CLASSIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX MARCHÉS DE TRAVAUX.....	17
<b>6 REMUNÉRATION DU MAÎTRE D'OEUVRE .....</b>	<b>18</b>
6.1 DÉTERMINATION DE LA REMUNÉRATION.....	18
6.2 ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'OEUVRE.....	19
<b>7 RÉALISATION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>20</b>
7.1 CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	20
7.2 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS .....	24
7.3 AUTRES DISPOSITIONS.....	25
<b>8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>25</b>
<b>9 LITIGES ET SANCTIONS .....</b>	<b>28</b>
9.1 PÉNALITÉS .....	28
9.2 AUTRES STIPULATIONS .....	30
<b>10 FIN DU MARCHÉ .....</b>	<b>30</b>

**11DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... 31**

# 1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville Goustranville 14430 Dozulé
--	--

## 1.2 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'études d'aménagements extérieurs paysagers et urbains sur le site de Maisons-Alfort.

L'EnvA souhaite recruter un maître d'œuvre pour une mission complète (Analyse, Etudes, Réalisation) qui sera en charge de :

- Proposer une analyse des potentialités paysagères du campus ;
- Proposer des aménagements paysagers et urbains sur les zones repérées et suivre leur réalisation.

La consultation n'est pas décomposée en lots car il s'agit de prestations de maîtrise d'œuvre homogène.

La description détaillée des prescriptions techniques figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

## 1.3 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne uniquement le site de Maisons-Alfort.

## 1.4 ELEMENTS DE MISSION

Le présent marché est soumis au livre IV du Code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

Les missions de maîtrise d'œuvre du présent marché sont listées dans l'article 2.1 du présent document. Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux articles R2431-1 à R2431-37 du Code de la commande publique et précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont définis ci-après.

## 1.5 PROCEDURE DE PASSATION

La procédure applicable est un appel d'offres ouvert passé en application de l'Article R2124-2 1° du Code de la commande publique.

## 1.6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier programmatique de l'opération et ses annexes;
- le dossier questions / réponses ; établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques
- le mémoire technique établi par le titulaire ;
- les actes de sous-traitance (DC4) agréés en cours d'exécution.

Le CCAG Travaux n'est pas une pièce contractuelle, toutefois il s'impose au MOE pour l'exécution et le suivi des travaux.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence, la signature de l'acte d'engagement du présent marché entraîne leur acceptation.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-MOE, il est précisé que seule une copie de l'acte d'engagement et ses annexes sont notifiées au titulaire du marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## 1.7 INTERVENANTS

### 1.7.1 Acheteur :

Le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA).

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'EnvA, représentée par son Directeur.

#### **1.7.2 Contrôle technique :**

Les coordonnées du titulaire de cette mission seront communiquées ultérieurement.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

#### **1.7.3 Coordination Sécurité Protection de la santé :**

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La Catégorie de travaux au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail sera fixée dans chaque bon de commande.

Les coordonnées du titulaire de cette mission seront communiquées ultérieurement.

#### **1.7.4 Mission OPC :**

Sans objet.

### **1.8 REPRESENTATION DES PARTIES**

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## **2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE**

### **2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE**

La forme retenue pour l'exécution du marché est ordinaire.

Les prestations sont décomposées comme suit ci-dessous :

- Les études d'esquisse « ESQUISSE » ;
- Les études d'avant-projet sommaire et définitif « AVP » ;
- L'élaboration du PC et autres demandes administratives « PC » ;

- Les études de projet « PRO » ;
- L'assistance à la passation du ou des marchés de Travaux « ACT » ;
- Le contrôle des documents « VISA » ;
- La direction de l'exécution du ou des marchés de travaux « DET » ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception « AOR » ;
- L'assistance à la mise en place des contrats d'entretien des espaces extérieurs « MAINT ».

Le marché comporte une tranche ferme et trois tranches optionnelles :

- La tranche ferme inclut la réalisation des missions « ESQUISSE, « AVP » et « PC » pour l'ensemble des zones d'interventions d'une part, et la réalisation des missions « PRO » à « MAINT » sur les zones 1 et 2 uniquement.
- La tranche optionnelle 1 inclut la réalisation des missions « PRO » à « MAINT » sur les zones 3 uniquement.
- La tranche optionnelle 2 inclut la réalisation des missions « PRO » à « MAINT » sur les zones 4 uniquement.
- La tranche optionnelle 3 inclut la réalisation des missions « PRO » à « MAINT » sur les zones 5 uniquement.

Ces tranches optionnelles seront affermies dans un délai maximum de 6 ans à compter de la date de notification du marché et sous réserve des crédits budgétaires disponibles. En cas d'absence d'affermissement, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## 2.2 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de maîtrise d'œuvre- construction neuve de bâtiment.

# 3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

## 3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché de maîtrise d'œuvre prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre pour la tranche ferme est estimée à 36 mois.

## 3.2 DELAIS D'EXECUTION

Les délais contractuels d'exécution de chaque élément de mission exprimés en jours ouvrés sont fixés comme suit en jours calendaires :

## **ESQUISSE**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
Dossier <u>ESQUISSE</u> : Fournir un dossier conforme aux éléments de mission	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du maître d'ouvrage de commencer l'élément de mission	35 jours
<u>Mise au point du dossier définitif</u> : Modifier le dossier ESQUISSE conformément aux observations du maître d'ouvrage	Date de réception par le MOE des observations du maître d'ouvrage.	10 jours
<u>Rédaction de compte rendu de réunions</u> : Rédaction et diffusion de compte-rendu de réunion	Date de la réunion	3 jours

## **AVP**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
Dossier AVP : Fournir le dossier provisoire d'APS correspondant aux éléments de mission dans le cadre de l'opération	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du maître d'ouvrage de commencer l'élément de mission	45 jours
<u>Mise au point du dossier définitif</u> : Modifier le dossier d'AVP conformément aux observations du maître d'ouvrage.	Date de réception par le MOE des observations du maître d'ouvrage	10 jours
<u>Rédaction de compte-rendu de réunions</u> : Rédaction et diffusion de compte-rendu de réunion	Date de la réunion	3 jours

## **PC**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
Dossier PC : Fournir le dossier provisoire de projet correspondant aux travaux à réaliser dans le cadre de l'opération	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du maître d'ouvrage de commencer l'élément de mission.	15 jours
<u>Mise au point du dossier définitif</u> : Modifier le dossier d'APD conformément aux observations du maître d'ouvrage.	Date de réception par le MOE des observations du maître d'ouvrage.	5 jours

## **PRO**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
<u>Dossier Projet</u> : Fournir le dossier provisoire de projet correspondant aux	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du maître	35 jours



travaux à réaliser dans le cadre de l'opération	d'ouvrage de commencer l'élément de mission.	
<u>Mise au point du dossier définitif</u> : Modifier le dossier d'APD conformément aux observations du maître d'ouvrage.	Date de réception par le MOE des observations du maître d'ouvrage.	10 jours
<u>Rédaction de compte-rendu de réunion</u> : Rédaction et diffusion de compte-rendu de réunion	Date de la réunion	3 jours

### **DCE/ACT**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
Dossier de consultation : Préparer le Dossier de consultation des Entreprises (DCE)	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du maître d'ouvrage de commencer l'élément de mission et selon le planning défini pour le lancement échelonné des DCE.	10 jours
Mise au point du dossier définitif :	Date de réception par le MOE des	5 jours
Modifier le DCE conformément aux observations du maître d'ouvrage.	Observations du maître d'ouvrage.	
Reprise du Dossier de consultation : Reprise du Dossier de consultation des entreprises dans le cas où à l'issue de la consultation des entreprises, s'il s'avérerait que le coût prévisionnel défini au bon de commande était dépassé.	Date de réception par le MOE des observations du maître d'ouvrage.	5 jours
Réponses aux questions des entreprises durant la consultation	Date de réception de la demande des entreprises	2 jours
Analyse des offres : Fournir éventuellement au maître d'ouvrage une proposition des questions à adresser aux entreprises (demande de précisions sur la teneur de l'offre, offres susceptibles d'être anormalement basse...) Fournir le rapport d'analyse des offres	Date des remises au MOE des offres des entreprises Transmission des réponses des entreprises aux questions du MOE par le maître d'ouvrage ou, en l'absence de questions, date de la remise au MOE des offres des entreprises.	10 jours
Rédaction de compte-rendu de réunion : Rédaction et diffusion de compte-rendu de réunion	Date de la réunion	3 jours

### **VISA**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
--------------	---------------------------------	----------------------

<u>1<sup>ère</sup> présentation au visa</u> : Viser, après recalcul éventuel selon les cas, ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins et à la diligence de l'entrepreneur.	Date de réception de chaque plan, note de calcul, études de détail et autres documents réalisés par le MOE	4 jours
<u>Présentation après modification</u> : Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, note de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins et à la diligence de l'entrepreneur.	Date de réception de chaque plan, note de calculs de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur et devant être visé par le MOE	4 jours
<u>Rédaction de compte-rendu de réunion</u> : Rédaction et diffusion de compte-rendu de réunion	Date de la réunion	3 jours

## **DET**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
<u>Compte-rendu de réunions</u> : Etablir et diffuser les projets de comptes rendus de réunion de chantier Etablir et diffuser les comptes rendus des autres réunion	Date de la réunion de chantier Date de la réunion	3 jours 4 jours
<u>Constats (tous types)</u> : Procéder aux constatations	Date de la demande de l'entrepreneur (ou du maître d'ouvrage, le cas échéant)	2 jours
<u>Notification de décisions</u> : Notifier les décisions du pouvoir adjudicateur	Date de réception de la décision du pouvoir adjudicateur	2 jours
<u>Rapport mensuel</u>	A l'expiration du mois	5 jours
<u>Sous-traitance</u> : Transmission par le MOE au maître d'ouvrage du dossier vérifié et contrôlé ainsi qu'un rapport sur l'agrément ou non du sous-traitant	Réception du dossier complet d'agrément du sous-traitant par le MOE	4 jours
<u>Projet de décompte mensuel</u> : Vérification et acceptation ou correction du projet de décompte mensuel	Réception du projet de décompte mensuel par le MOE, attesté par l'accusé de réception	4 jours
<u>Projet de décompte final</u> : Vérification et acceptation ou correction du projet de décompte final. <u>Etablissement du décompte général</u>	Réception du projet de décompte final par le MOE, attesté par l'accusé de réception	10 jours
Eléments de réponse au Mémoire en réclamation	Date de réception de la copie du mémoire en réclamation adressée par l'entreprise au MOE	15 jours

## **AOR**

<b>Tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Délai maximum</b>
<u>OPR</u> : Transmission du PV des OPR au pouvoir adjudicateur	Date de la réunion relative aux OPR	3 jours
<u>Levée de réserves</u> : Transmission du PV de levée de réserves au pouvoir adjudicateur	Date de fin du délai pour la levée des réserves	3 jours
<u>DOE</u> : Remettre le Dossier des ouvrages exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage	Date des OPR	40 jours
Garantie de parfait achèvement : Transmission d'un rapport portant sur l'examen des désordres éventuels	Dates de réception de la fiche de constations de désordres de la part du pouvoir adjudicateur	10 jours

### 3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché. Le marché est conclu dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du présent marché.

### 3.4 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Les prestations objet du marché sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre. Le calendrier doit respecter les contraintes indiquées dans le DCE de marché de travaux, programme de l'opération et le CCTP du présent marché.

### 3.5 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION :

Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du maître d'œuvre, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre, la prolongation de plus de 10% de la durée du chantier n'ouvre pas droit à rémunération complémentaire. Les autres dispositions de l'article 15.3 s'appliquent.

## 4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 4.1 PRIX DU MARCHÉ

#### 4.1.1 Nature des prix

Les prix du marché sont forfaitaires. Ils incluent l'ensemble des sujétions normalement prévisibles définies au présent marché et qui s'imposent dans le cadre du suivi de l'opération.

L'augmentation de la rémunération du maître d'œuvre pendant l'exécution du marché du fait de sujétions indépendantes de la volonté des parties ne peut être admise que si le maître d'œuvre justifie dument et valablement des prestations supplémentaires dont il doit supporter la charge et qui ne sont pas initialement prévues ou prévisibles.

#### **4.1.2 Variation des prix**

Les prix du marché sont révisables mensuellement à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation.

La formule de variation utilisée est  **$Pr = P_0 \times (ING_n / ING_0)$**

Dans laquelle :

Pr = Prix révisé

Po = Prix initial du marché

In = valeur de l'index de référence au mois de réalisation des prestations

I0 = valeur de l'index de référence au mois zéro

La liste des index utilisés est la suivante :

- ING Ingénierie

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois limite de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé pour chaque prestation.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue lors du mandatement, l'acheteur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier index publié de la révision.

L'acheteur procède à la révision définitive dès que l'index correspondant est publié, et en fin de marché.

#### **4.1.3 Contenu des prix**

Les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **4.1.4 Coût prévisionnel des travaux :**

Le coût prévisionnel des travaux est de 2 550 000 € HT détaillé comme suit :

- zones 1 : 400 000 €HT

- zones 2 : 400 000 €HT
- zones 3 : 150 000 €HT
- zones 4 : 950 000 €HT
- zones 5 : 650 000 €HT

#### **4.1.5 TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

## **4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **4.2.1 Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 10%.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire par le titulaire.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

### **4.2.2 Modalités de règlement :**

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, il n'y aura pas d'établissement tacite du décompte général. Seul le projet de décompte général signé par l'acheteur et notifié au titulaire peut devenir le décompte général et définitif. Si l'acheteur ne notifie pas au titulaire, dans les délais fixés par le CCAG-MOE, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par l'acheteur autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en faisant créditer le compte postal ou bancaire de l'entreprise du montant des acomptes et du solde établis.

### **4.2.3 Adresse de remise des demandes de paiement :**

Le règlement du montant du marché s'effectuera sur présentation de facture sous forme dématérialisée, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures dématérialisées adressées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENVA en tant que destinataire de la facture : 199 406 083 00014
- Le code service indiqué sur le bon de commande

Le numéro d'engagement est nécessaire et sera communiqué à notification du marché.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai de paiement débutera à compter de la réception d'une demande de paiement conforme.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro1, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

En plus des mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier
- Le numéro SIRET
- Le numéro du compte bancaire
- La date du marché
- Le numéro de marché
- Le numéro du bon de commande
- Le nom du projet
- La quantité et les références des fournitures ou prestations
- Le montant HT des fournitures livrées ou prestations exécutées
- Le montant TTC en euros des fournitures livrées ou des prestations exécutées
- La date, la référence et le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service le cas échéant
- La date de la livraison effective ou de l'exécution effective.

L'absence de ces références entraînera automatiquement l'impossibilité pour le titulaire de déposer sa facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part

du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

#### 4.2.4 Périodicité des paiements :

Les paiements se font par acomptes mensuel. Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

**Les demandes de paiement sont présentées par tranche et par zone(s) sur la base des éléments de rémunération détaillés dans la DPGF (Ex : demande d'acompte pour esquisse de la tranche ferme zones 1 et 2...).**

Missions	Acomptes	Pourcentage
ESQUISSE	A la remise du dossier	80 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20 %
DIA-APS	A la remise du dossier	80 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20 %
APD	A la remise du dossier APD	80 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20 %
PC	Au dépôt du PC	80 %
	A l'obtention du PC	20 %
PRO	A la remise du dossier	80 %
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20 %
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission	100 %
DET	Au prorata de l'avancement de la réalisation des travaux par acomptes proportionnels à la durée des travaux	85 %
	Après l'accord de toutes les entreprises sur leur décompte général et définitif ou après le règlement de tous litiges liés au décompte général définitif des entreprises	15 %
AOR	À compter de la date d'effet de la réception	60 %
	À compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception	15 %
	À la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre	10 %
	À la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises	5 %
	A la fin de garantie de parfait achèvement	10 %

#### 4.2.5 Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Le délai de paiement peut être interrompu en application des articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

## 5 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

### 5.1 MODIFICATIONS DE FAIBLE MONTANT INITIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- en cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;

Selon les cas, la rémunération est :

- revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

### 5.2 MODIFICATIONS IMPOSANT UN RENDEZ-VOUS AUX PARTIES

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- des aléas et sujétions techniques imprévues ;



- des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs ou demandes d'autorisation d'urbanisme complémentaires ;
- de la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs ;
- de la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 5.1 du CCAP.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

### 5.3 MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAP ;
- d'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux ;
- lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
- la révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article 4.1.2 du CCAP.

### 5.4 SUIVI ET CLASSIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AUX MARCHES DE TRAVAUX

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- Catégorie 1: modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- Catégorie 2: modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux

et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;

- Catégorie 3 : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 5.1 et 5.2 du CCAP.

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne pourra en aucun cas donner droit à une modification des conditions du respect par le Titulaire de son engagement sur le coût de réalisation des travaux et ne donnera lieu à aucune rémunération complémentaire (y compris lorsque les travaux sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant).

Il pourra être demandé au Titulaire de compenser tout ou partie des incidences financières résultant de ces modifications par des recherches d'économie sur le projet.

## 6 REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE

### 6.1 DETERMINATION DE LA REMUNERATION

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;
- programme ;
- part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage (PEFPT) ;
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- continuité du déroulement de l'opération ;
- couts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 5.1 et 5.2 du CCAP.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 30 jours suivants la validation des études d'avant-projet définitif.

## 6.2 .ENGAGEMENT DU MAITRE D'OEUVRE

### 6.2.1 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux (CPT) assorti d'un taux de tolérance fixé à **4%**.

Calcul du coefficient de réajustement :

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux.

Index BT01 = Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 identifiant n° 001710986

Le coefficient arrondi à l'entier au millième supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux :

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = CPT hors taxes x 1,04

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 8 du CCAP régissant les différends et les litiges.

### **6.2.2 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux**

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 4%

Le cout total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant des catégories 1 et 2 définies à l'article 5.4 du CCAP.

Calcul du seuil de tolérance sur le cout cumulé des marchés de travaux :

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = Coût cumulé des marchés de travaux résultant de la consultation hors taxes x 1,04

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = Cout total définitif des travaux résultant de l'exécution des marchés de travaux - seuil de tolérance) x 5 %.

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **7 RÉALISATION DES PRESTATIONS**

### **7.1 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS**

#### **7.1.1 Suivi de l'exécution des prestations :**

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

### **7.1.2 Transfert de propriété des livrables :**

La réception des livrables par le Pouvoir adjudicateur entraîne transfert de propriété de ces derniers. A chaque réception des livrables concernant les prestations objets du présent marché, le titulaire adresse au Pouvoir adjudicateur toute la documentation associée au livrable (technique, fonctionnelle, administrative, etc.) rédigée en langue française. Les livrables sont des fichiers sources et exécutables, des données, des documents papiers et des documents informatiques. Pour les documents informatiques, à ce jour, le Pouvoir adjudicateur accepte les formats standards suivants de fichiers sur support lisible par un PC sous Windows, avec le code suffixe (.xls, .doc, .pdf, etc.) qui déterminent partiellement ou en totalité le format du fichier utilisé. Le titulaire est informé que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire évoluer le formalisme relatif au support de remise des livrables selon sa politique interne de Sécurité des données et informations.

### **7.1.3 Instruction des mémoires en réclamation :**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

### **7.1.4 Ordres de service :**

Dans le cadre de l'élément de mission Direction de l'exécution des travaux (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination du titulaire. Les ordres de service qui ont un impact sur les montants et les délais des marchés de travaux sont préalablement validés par le maître d'ouvrage.

En complément de l'article 3.8.1 du CCAG-MOE, il est précisé que les ordres de service doivent être signés, par une personne habilitée à le faire.

En complément à l'article 3.1.1 du CCAG-MOE, il est précisé que les décisions, observations ou informations dont la liste suit ne peuvent valablement être notifiées que par ordre de service du maître d'ouvrage :

- Démarrage, suspension ou arrêt des prestations faisant l'objet d'un élément de mission,
- Modification de programme à l'initiative du maître d'ouvrage,
- Admission, ajournement, refaction ou rejet des documents d'études définitifs proposés par le maître d'œuvre,

En outre, en phase travaux, l'accord écrit du maître d'ouvrage est requis avant notification à l'entrepreneur des décisions suivantes du maître d'œuvre :

- Date de commencement de la période de préparation,
- Date de commencement des travaux,
- Passage à l'exécution d'une tranche optionnelle,
- Notification d'un prix nouveau,
- Interruption, suspension ou ajournement des travaux, reprise,
- Modification, prolongation des délais d'exécution,

- Modification de la masse des travaux susceptibles d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,
- De manière générale, tout ordre de service entraînant une modification du montant du marché.

#### **7.1.5 Relation avec le coordonnateur SPS :**

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre, qui est annexé au présent CCAP.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le

coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

#### **7.1.6 Vérification des projets de décompte :**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 12 du CCAG Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis.

Le maître d'œuvre détermine dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux le montant de l'acompte à régler.

Sur la base du décompte mensuel validé ou modifié par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse un état d'acompte mensuel. L'état d'acompte mensuel est transmis par le maître d'ouvrage par courrier ou par tout autre moyen en format dématérialisé. Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel et communiquer les éléments nécessaires à l'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de dépôt dans Chorus pro.

#### **7.1.7 Vérification du projet de décompte final des entreprises de travaux :**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 10 jours à compter de la date de réception du document. A partir du décompte final réalisé par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG travaux, le décompte général.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, il n'y aura pas d'établissement tacite du décompte général. Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe et l'avise de l'application des pénalités visées dans l'article 7.1 du présent CCAP.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

#### **7.1.8 Vérification des documents d'étude :**

En application de l'article 20.2 du CCAG de maîtrise d'œuvre, la décision par le maître d'ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 6 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à admettre.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, les prestations ne sont pas considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai de vérifications, en cas de dépassement dudit délai par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent, qui reste donc soumis aux opérations de vérifications dans les



conditions prévues par le CCAG-MOE et le présent marché.

## 7.2 VERIFICATION DES PRESTATIONS

### 7.2.1 Niveau d'obligation prévu au marché :

Du fait de l'objet du marché le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

### 7.2.2 Opérations de vérification :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose d'un délai de six mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Il est précisé que les dossiers sont remis en une seule fois au maître d'ouvrage. Tout dossier incomplet ne sera pas examiné, il sera retourné au titulaire du marché et le délai continuera de courir jusqu'à réception du dossier complet par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue des opérations de vérifications.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage est dispensé d'aviser par écrit le maître d'œuvre des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, les prestations ne sont pas considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai de vérifications, en cas de dépassement dudit délai par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent, qui reste donc soumis aux opérations de vérifications dans les conditions prévues par le CCAG-MOE et le présent marché.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents mentionnés ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.



## 7.3 AUTRES DISPOSITIONS

### 7.3.1 Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être apportées au marché quel que soit leur montant dans les cas suivant :

- disparition de l'indice utilisé pour réviser les prix
- modification de coordonnées bancaires.
- Changement de coordonnées bancaires.

### 7.3.2 Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 8.1.1 Responsabilité du titulaire

Conformément à l'article 24.5.2 du CCAG-MOE, la responsabilité du maître d'œuvre ne sera pas engagée pour toute réclamation concernant les connaissances antérieures que le maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché ont fournies au maître d'œuvre pour l'exécution du marché.

### 8.1.2 Assurances

Le titulaire se conforme aux obligations d'assurance telles décrites au CCAG-MOE. Il souscrit les polices d'assurance nécessaires présentent des garanties suffisantes compte tenu de l'importance du projet. A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-MOE, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### 8.1.3 Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, le remplacement d'une personne chargée des prestations du marché par rapport à celle désignée lors de la consultation des entreprises ne peut intervenir que dans le seul cas d'une demande expresse du maître d'ouvrage, ou d'une démission ou incapacité de la personne.

Dans le cas d'une demande du maître d'ouvrage, celle-ci n'a pas à être motivée et la

proposition de remplacement intervient dans les 30 jours calendaires qui suivent la demande.

Dans le cas d'une incapacité de la personne, le changement doit faire l'objet d'une information au maître d'ouvrage, et d'une proposition de remplacement, dans un délai de 15 jours calendaires maximum préalablement à ce changement, lorsqu'il est prévisible (démission ou mutation), et de 15 jours calendaires maximum postérieurement à ce changement, lorsqu'il est imprévisible. L'éventuelle décision de récusation prise par le maître d'ouvrage est motivée. Dans tous les cas, l'information du maître d'ouvrage se fait par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans les deux cas, la personne proposée pour son remplacement, d'expérience et de compétences équivalentes, doit être approuvée par écrit par le maître d'ouvrage préalablement à sa prise de fonction.

Le non-respect des délais indiqués ci-dessus entraîne l'application d'une pénalité sur simple constatation du retard.

Après mise en demeure du maître d'ouvrage, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues à l'article 30.1.c du CCAG-MOE, auquel il est dérogé de la façon suivante : « c) Lorsque le remplacement de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations n'a pas fait l'objet de proposition de la part du titulaire dans les délais indiqués par le présent CCAP, ou lorsque la proposition a été récusée sans nouvelle proposition dans ces délais ».

#### **8.1.4 Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations.

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

#### **8.1.5 Garantie de maintien des compétences :**

Le titulaire s'engage à ce que son personnel, et/ou celui de ses sous-traitants autorisés chargé d'assurer la fourniture des prestations, dispose d'un niveau de formation et de qualification approprié, tel que défini au présent marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le titulaire doit notamment : • Constituer des équipes de personnels compétents, formés en conformité avec les besoins du marché • Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité et de leur composition, • Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

### **8.1.6 Obligation de vigilance :**

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

### **8.1.7 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du marché le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent marché :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent marché ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

### **8.1.8 Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de

l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

#### 8.1.9 Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenue.

## 9 LITIGES ET SANCTIONS

### 9.1 PENALITES

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Absence de convocation des entreprises aux OPR (Opération préalable à la Réception)	500 €/constat
Retard dans la transmission des comptes rendus des réunions	50 € par jour calendaire de retard

Absence lors du constat contradictoire (OPR) ou personne inappropriée	500 €/constat
Absence non justifiée aux réunions de chantier (réunion de Maîtrise d'œuvre, de synthèse ou OPC) où la présence d'un des représentants du titulaire est requise, ou représentation par une personne non habilitée à engager le titulaire	300 € par absence constatée et par réunion
Retard concernant l'émission d'ordre de service OS aux entreprises	100 € par jour de retard calendaire
Retard concernant la transmission de livrable en phase étude	50 €/jour de retard calendaire à partir de la date contractuelle de remise du document
Retard concernant la transmission de livrable en phase travaux	50 €/ jour calendaire à partir de la date contractuelle de remise du document
Retard dans l'examen et la transmission de fiche d'agrément des sous-traitants	50 €/ jour calendaire
Retard dans l'instruction de mémoire de réclamation	300,00 € /jour calendaire
Retard dans la diffusion des procès-verbaux (EXE4, EXE5, EXE8 et EXE9)(OPR+avis MOE)	250 €HT/jour de retard
Retard dans la formalisation d'un avis par document d'exécution	200 € par jour calendaire de retard
Retard dans la notification aux entreprises concernées des reprises de défauts identifiés à l'issue de la visite de "fin de délai de parfait achèvement"	Retard dans la notification aux entreprises concernées des reprises de défauts identifiés à l'issue de la visite de "fin de délai de parfait achèvement" 100,00 € par jour calendaire de retard
Retard dans la rédaction et la transmission des PV de réception	500,00 € par jour calendaire
Retard dans la remise de VISA suite à l'examen des documents d'exécution	50 €/jour calendaire de retard
Retard dans la transmission du PV de levée des réserves	250 €HT/jour calendaire de retard
Retard dans la vérification du projet de décomptes mensuels des entrepreneurs	100,00 € /jour calendaire
Retard dans le traitement des acomptes mensuels et du décompte final	50 € par jour calendaire de retard
Retard pour la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	100,00 € /jour calendaire
Retard dans la vérification et la transmission du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur chargé des travaux	500 € HT / J calendaire de retard, sur paiement d'acompte
Retard dans la vérification et la transmission du projet de décompte final de l'entrepreneur chargé des travaux	500 € HT / J calendaire de retard, sur paiement d'acompte

Les pénalités sont prélevées par précompte sur les acomptes mensuels. Au besoin, un titre de recette pourra être émis.

### **9.1.1 Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

### **9.1.2 Pénalités pour retard : seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

### **9.1.3 Pénalités pour retard : plafonnement des pénalités :**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

## **9.2 AUTRES STIPULATIONS**

### **9.2.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG-MOE s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. la diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **9.2.2 Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du marché ou de non-respect des stipulations du marché par le titulaire, l'acheteur peut résilier le marché aux torts du titulaire et après mise en demeure.

## **10 FIN DU MARCHE**

### **10.1.1 Achèvement de la mission du maître d'œuvre :**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### **10.1.2 Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre :**

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission sans qu'il soit nécessaire de le justifier.

La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché, le titulaire étant tenu toutefois d'épuiser jusqu'à son terme l'élément de mission concerné.

#### **10.1.3 Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment, et s'il n'est pas fait usage de la faculté d'arrêter la mission du maître d'œuvre dans les conditions susmentionnées, l'acheteur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 2 % du montant HT du marché diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du marché et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

#### **10.1.4 Utilisation des résultats :**

Par dérogation à l'article 24.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le titulaire concède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du marché à titre exclusif.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 24.1 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage pourra disposer des résultats du maître d'œuvre au-delà de l'objet du marché, afin de permettre au maître d'ouvrage de parfaire les compétences qui lui sont propres (exploitation du patrimoine, sourcing...).

## **11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le CCAP déroge :

<b>Par son article</b>	<b>A l'article du CCAG-MOE</b>	<b>OBJET</b>
1.6	4.1 et 4.2.1	Pièces contractuelles
3.5	15.3.3 et 15.3.5	Prolongation du délai d'exécution
4.2.2	11.8.5	Décompte général définitif
7.1.7	11.8.5	Décompte général définitif
7.1.8	21	Opération de vérification
7.1.8	21	Admission, ajournement, réfaction et rejet
7.2.2	20.4.2 et 20.5	Opération de vérification
7.2.2	21	Admission, ajournement, réfaction et rejet
8.1.2	9.2	Assurances
8.1.3	3.4.3	Obligations générales des parties
9.1.1	16.2.4	Pénalités de retard
9.1.2	16.2.2	Pénalités de retard
10.1.4	24.1	Régime des droits de propriété intellectuelle